

Communiqué des délégués du VII^e Congrès du POI
les 14-15 décembre 2019 à Paris

À bas les violences d'État contre tous ceux qui manifestent, revendiquent et résistent

Au moment où des millions de travailleurs, de jeunes, de retraités ont décidé la grève à partir du 5 décembre, pour le retrait du projet Macron-Delevoye de système universel de retraite par points, supprimant les quarante-deux régimes de retraite existants, la répression contre ceux qui résistent, organisée par Macron, Philippe et Castaner, continue de façon intolérable.

Aux abords de plusieurs lycées et collèges, des jeunes ont été molestés par les forces de l'ordre, ciblés par des tirs de LBD, menottés, arrêtés...

Les délégués au VII^e Congrès du POI estiment que ce gouvernement fait subir à tous ceux qui contestent sa politique une répression sans précédent : Gilets jaunes, syndicalistes, travailleurs, jeunes, retraités, se retrouvent à chaque manifestation matraqués, gazés, mutilés.

Les délégués du VII^e Congrès du POI partagent l'indignation de millions de travailleurs, jeunes, retraités, qui ne supportent plus ce régime, qui organise la violence et la répression d'État afin d'étouffer toute possibilité de protester, de revendiquer et de contester sa politique au service des plus riches.

Macron, Philippe, Castaner et Delevoye, à la solde des fonds de pension et du capital financier international, doivent cesser cette répression.

La période actuelle montre que la classe ouvrière, résolue, en grève, a les moyens de briser toutes les menaces contre cette répression, pour la défense des libertés démocratiques, pour le droit de manifestation et d'expression, indissociable du combat pour la satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse.

Les institutions de la V^e République, ceux qui les dirigent, organisent l'état d'urgence permanent contre toutes les libertés, comme l'illustre la loi anti-manifestation (dite « anti-casseurs »), et contre les conquêtes des travailleurs.

Les délégués du VII^e Congrès du POI appellent tous les militants, les adhérents, à se mobiliser partout, sous toutes les formes, pour soutenir les mobilisations et les grèves en cours, afin d'exiger justice pour ceux qui ont été frappés, mutilés, arrêtés et poursuivis par la justice, pour défendre et reconquérir nos libertés démocratiques, notre droit à revendiquer et manifester sans être victime de violences d'État.

Communiqué adopté à l'unanimité